


Le risque technologique majeur

Politique, risque et processus de développement

Patrick Lagadec

docteur en science politique

collection  *uturibles*

PERGAMON PRESS
Paris Oxford New York Toronto Sydney Frankfurt

Conclusion Générale

Le sérieux de notre liberté

1. Face au risque majeur

Risque technologique majeur: nous avons tenté d'explorer les multiples facettes de nos trois mots, de saisir dans toute son épaisseur le problème politique posé par ce défi aux sociétés industrielles occidentales.

Dans une première étape - longue, mais la complexité du dossier exigeait pareils développements -, nous avons examiné les continuités et ruptures repérables dans l'ordre du risque technologique depuis le début de l'ère industrielle. Ce regard nous a permis de mieux apprécier la nature nouvelle des risques contemporains : des menaces de grande ampleur et de gravité extrême, inconnues par le passé, qui font aujourd'hui partie de notre univers. Certes, aucun évènement n'a encore montré clairement ce phénomène, mais de sérieux avertissements ont déjà été donnés - nous en avons examiné des exemples parmi les plus significatifs au chapitre premier.

Dès cette première étape, comme nous l'avions annoncé préalablement d'ailleurs, le regard était politique puisque nous nous sommes attaché à examiner les documents sous l'angle de la responsabilité humaine. La conclusion est sévère: la catastrophe n'est pas à envisager comme le météorite qui tombe du ciel sur un monde innocent; la catastrophe, le plus souvent, prévient, et à de multiples reprises. A force de surdité et d'aveuglement le malheur déferle, et jette une lumière crue sur des éléments souvent stupéfiants (pour qui du moins n'imite pas l'autruche et dépasse les discours de circonstances). L'histoire des catastrophes est une histoire de l'irresponsabilité des pouvoirs, de la vanité de leur assurance, du caractère dérisoire de leur verbe.

Cette histoire peut-elle se prolonger de la même manière alors que les risques, eux, sont devenus autrement plus graves? Cela pose question lorsque l'on passe ainsi de la catastrophe minière (1099 morts à Courrières) aux menaces qui pèsent sur des régions urbaines de plusieurs centaines de milliers ou de plusieurs millions d'habitants (Toulouse, Dunkerque, Grenoble, Lille, Lyon, Milan, Toronto...).

Il fallait donc examiner de près ce que nos Sociétés sont capables de faire, face à pareil défi.

Dans une seconde étape, nous avons alors examiné les moyens institutionnels et les outils scientifiques et techniques à disposition pour la gestion du risque majeur. Un regard historique nous a montré les progrès indéniables accomplis en ce domaine : de bons ajustements ont été effectués en matière de prévention, de lutte, de réparation ; mieux, des percées significatives se sont faites sur le plan des outils.

CONCLUSION GENERALE

602

Et pourtant le politique, là-encore, est interpellé. Il lui reste souvent à apprendre l'existence même de ces hauts risques. Ensuite, à prendre en considération les nombreuses insuffisances des moyens de gestion à disposition. Sur chacun des points examinés, nous avons pu mettre en évidence des carences, des interrogations qui nécessiteraient des actions immédiates et déterminées. Même les secteurs les mieux pourvus, comme le nucléaire, exigent des progrès significatifs. Dans d'autres cas, comme la chimie, les tout premiers pas effectués récemment surprennent (et le mot est bien faible) par leur timidité et leur caractère tardif.

Le politique est encore plus sérieusement interpellé lorsqu'il accepte d'observer les limites plus franches de ces moyens et outils dont disposent l'administrateur et le technicien. Les plus grandes compagnies d'assurance au monde avertissent : si l'on ne conduit pas le développement de façon raisonnable, il ne faut pas compter sur la réparation du sinistre majeur. Les experts insistent : en situation de catastrophe, actuellement, il n'est plus guère question de se défendre victorieusement ; mais seulement de gérer le moins mal possible la déroute. Reste la prévention. Et là-encore les spécialistes se font dubitatifs: il n'est pas possible de filtrer comme il le faudrait tous les éléments défectueux des systèmes mis en place.

Le politique, moins que jamais, ne peut donc laisser le pouvoir au technicien. Etant donné les risques, il doit décider des exigences à fixer à l'ingénieur; étant donné les limites de la technique, il doit bien choisir à l'avance les voies dans lesquelles il accepte de se lancer. Une fois les choix engagés, les ajustements possibles, en matière de sécurité, ne pourront être que d'une efficacité limitée.

Mais il y a davantage. Toutes ces insuffisances et limites sont à examiner en situation. Les réalités sociales et organisationnelles pèsent en effet, lourdement sur la difficulté à maîtriser le risque majeur. La troisième étape de notre exploration, consacrée à l'examen de la régulation du risque majeur, a montré l'épaisseur sociale du problème. De façon générale, la mise à l'écart de l'éventualité de la catastrophe, complétée par une série de comportements néfastes, parfois aberrants, renforce singulièrement la vulnérabilité des systèmes socio-économiques. Cela pour une double raison. D'une part, chacun des agents tend à mettre hors-référence la question du risque majeur. D'autre part, des situations sociales complexes se présentent comme des milieux peu propices à la maîtrise du risque majeur. La catastrophe, possible du fait des failles techniques et institutionnelles, s'actualise en raison de l'irresponsabilité de quelques-uns et des situations sociales très générales qui portent en elles des états d'a-responsabilité qui ne sont plus de mise à l'époque du risque majeur.

Face à tout cela, le politique se trouve plus que bousculé, profondément atteint. Des visions de cauchemar hantent les esprits responsables : l'Occident touché dans sa raison? On conçoit que pareilles interrogations soient parfois vite écartées.

Notre quatrième et dernière étape a été consacrée précisément à cette interpellation brutale du politique. Nous avons suivi trois lignes de réflexion et de réponse.

La première est celle du refus : défendre le progrès, faire passer les projets, tenir bon en situation de catastrophe. Le politique se raidit et utilise les tactiques qu'il convient - fermeté et autorité - pour assurer la poursuite des tendances antérieures.

La seconde est celle de l'interrogation : quelles réorganisations sont indispensables pour faire face au défi ? Quel statut donner à la fonction de sécurité ? Quels processus de décision adopter pour redonner une place au citoyen très directement concerné dès qu'il y a risque majeur ?

La troisième est différente : il s'agit alors de réflexion plus profonde sur le politique. Celui-ci n'écarte plus le risque de ses préoccupations-clés, comme dans le premier cas ; il ne s'ouvre plus seulement à la question, comme dans le second. Il ressent les mises en cause plus profondes auxquelles conduit le risque majeur. Des réponses d'ordre stratégiques sont alors données ou recherchées. Données lorsque la fermeté du premier scénario est reprise, systématisée et ancrée dans un projet véritable. C'est le projet, notamment, selon lequel le citoyen ne pourra plus se faire acteur de ses choix. Il devra beaucoup plus qu'auparavant laisser ce choix des options de développement à des experts (les élus se contentant de parapher les documents qui leur sont présentés). Ceci représente une nouvelle ère culturelle. Pour entrer sans trop de heurts dans cette nouvelle culture, il faudra, comme les organisations internationales le soulignaient en 1958 pour le cas du nucléaire, un *redressement éducatif, un processus de conditionnement* soigneusement gérés. Il faudra que le citoyen s'accommode de l'ignorance. Et, en cas de refus, consécutif ou non à toute catastrophe, le discours, ou à défaut la force, devra le remettre dans le droit chemin ; celui de la Raison, la raison du Pouvoir.

A côté de cette voie claire et simple s'ouvrent sans doute d'autres voies, difficiles à tracer et à suivre, mais plus novatrices. Nous en avons donné quelques esquisses ; mais la difficulté est ici très grande. D'une part, des réponses sociales à un pareil défi ne sauraient être données par un individu ou même plusieurs, c'est là une évidence à ne pas oublier. D'autre part, le propre d'un tournant véritable est précisément qu'on ne voie pas ce qu'il cache ; le doute et la recherche sont alors de règles et plus justes d'ailleurs que la vaine assurance de celui qui brandit une solution, avec force de naïveté, de raccourcis et sans doute aussi de mépris pour l'histoire. Nous maintenons que beaucoup doit être mis en oeuvre pour éviter la tentation facile de l'autoritarisme qui s'illusionne en pensant que tout peut être encore résolu "comme avant", ou que le monde devrait être réglé, finalement, par les quelques dizaines d'experts les plus avertis.

Nous préférons la voie de l'humilité courageuse qui, face au risque majeur, n'écarte pas le doute et reprend cet exemple donné par Ilya Prigogine et Isabelle Stengers, appelant une « nouvelle alliance » :

Le problème posé par l'interaction des populations humaines et des populations de machines n'a rien de commun avec le problème, relativement simple et maîtrisable, de la construction de telle ou telle machine. Le monde technique, que la science classique a contribué à créer, a besoin, pour être compris, de concepts bien différents de ceux de cette science.(...)

Le temps est venu de nouvelles alliances, depuis toujours nouées, longtemps méconnues, entre l'histoire des hommes, de leurs sociétés, de leurs savoirs et l'aventure exploratrice de la nature.*

Nouvelles alliances à tisser entre l'homme et la nature, les sociétés et leurs techniques, les hommes entre eux, insérés dans de nouveaux rapports portant la marque de leurs options technologiques. Nouvelle alliance à mettre au jour entre savoir et pouvoir, nouvelles réalités à faire vivre pour le projet de démocratie, projet qui pourrait se flétrir rapidement et brutalement si le politique ne relevait pas avec intelligence et détermination le défi du risque technologique majeur.

2. Sans attendre le crépuscule

Que l'on nous permette à la fin de ce travail une implication plus personnelle, et non une classique globalisation sur un problème déjà en lui-même suffisamment global. Que l'on nous permette de nous situer nous-même face à ce qui touche chacun et tout le monde : la possibilité de la mort personnelle et collective. La seule globalisation, nous semble-t-il, serait quelque peu artificielle en l'état actuel de notre propre réflexion, et constituerait surtout, sous couvert de respecter les règles, une fuite ultime, un mécanisme de défense d'une grande subtilité certes - car se coulant dans la règle normale de l'exercice -, mais non légitime par rapport à la gravité de la question posée.

Et pourtant, c'est bien une globalisation ultime que nous avons un moment cherchée pour ces quelques pages terminales. Nous sommes allé voir le philosophe, celui qui ne répugne pas à penser l'expérience humaine.

Que nous enseigne la pensée de ceux dont il est familier?

Le philosophe nous entretint de Platon qui voulut fonder le pouvoir sur le savoir et non plus sur le faux discours des sophistes de l'agora. Perspective difficile à maintenir quand le savoir vacille face à l'incertitude. Il nous entretint de Descartes qui voulut réduire la réalité au mesurable, à l'étendue, au calculable, en écartant tout ce qui n'entrait pas dans cette grille opératoire mais combien appauvrissante (*Le silence de ces espaces infinis m'effraie*, soupirait Pascal). Réduction intenable quand le mesurable porte en lui des ruptures aussi incommensurables. Il nous entretint de Freud qui montre bien qu'il existe d'autres rationalités que la rationalité cartésienne. Mais comment faire fonctionner un monde si A peut être A, B, X ou Z, parapet ou parapluie ?

Il nous entretint longtemps... Cet univers était passionnant. A l'évidence, les problèmes que nous nous posions étaient taillés pour ces grands hommes de la pensée.

* Ilya Prigogine et Isabelle Stengers : La Nouvelle Alliance - Métamorphose de la Science. Gallimard, Paris 1979, pp. 294-296.

Mais, de réponses, point. Et pourtant, ne reste-t-elle pas bien réelle l'éventualité de la mort ou de la déchéance de plusieurs milliers d'habitants - peut-être plus encore -, du fait de notre utilisation du savoir ? L'éventualité de la mort d'une région et le fait qu'on n'en veut peu savoir ? Qu'on n'en peut beaucoup savoir ?

Le philosophe ne continua pas davantage, sauf pour en arriver au cœur de notre quête et nous en souligner l'illusion. Il y a des moments où la pensée ne peut encore fonctionner. Le pensée ne peut, au moment de ruptures, précéder l'histoire et l'expérience. Nous retrouvions face à nous ces quelques mots bien connus de l'un des plus grands : *La chouette de Minerve ne s'envole que lorsque vient le soir.*

Que nous restait-il ? Entré plein de confiance illusoire et naïve chez le philosophe, nous en sommes sorti nu, face à nous-même et à la réalité que nous avons étudiée. Point de clé magique, même chez le penseur.

Comme Candide qui vécut le désastre de Lisbonne et dont nous citions les observations concernées au début de ce travail, restait notre "jardin". Certes pas celui que l'on cultive par résignation, baissant les yeux de peur que la seule question nous fasse tomber le ciel sur la tête. Mais le travail libre et volontaire qui, mené avec d'autres, vise à faire surgir du sol quelque nourriture - et plutôt du blé qu'un champignon vénéneux -, ce qui exige connaissances, options et implications dans la tâche, personnelles et collectives.

Serait-ce décidément un peu court comme fin ? Un expert, le même qui nous parlait au début de la valeur suprême de nos Sociétés - l'économique au sens le plus étroit -, nous suggéra, sous forme de boutade, le divertissement : le refuge, dans quelque bureau ténébreux ou aux antipodes, sous le soleil des îles du fantasme. Beaucoup de résignation et d'oubli, avec ce qu'il faut de cynisme caché pour s'assurer en secret une liberté fossile.

Nous sommes retourné à Jaspers :

Les événements historiques amènent l'inattendu, ils apportent la destruction mais aussi le salut. La formule : « Qui ne croit pas au miracle n'est pas réaliste » n'est vraie cependant que si l'on y joint cette autre : « Celui qui compte sur le miracle est un fantaisiste » (...). Il est certain que la raison ne peut poser en principe qu'elle gouverne le monde ; mais elle peut affirmer qu'elle doit être elle-même et qu'elle doit agir sans apporter de restriction à la force de ses moyens.*

* K. Jaspers : la bombe atomique et l'avenir de l'homme. Buchet-Chastel, Paris 1963, pp. 677-678. (Die Atombombe und die Zukunft des Menschen, Piper, München, 1958).

Ultime fuite ? Confiance infondée dans les capacités humaines ? Ou ultime acte de volonté par lequel peuvent encore s'affirmer, en dépit de la possibilité de l'échec - colossal en l'espèce -, créative et liberté personnelles et collectives ?

L'enjeu appelle la détermination. Mais à quelle tâche s'atteler en priorité ? Que signifie, pour nous, une raison qui soit elle-même, qui agisse *sans apporter de restriction à la force de ses moyens* ?

Sans tomber dans des recettes faciles et illusoire, on peut faire quelques pas, en sachant bien que le tout premier est le plus coûteux mais le plus décisif. Sans attendre d'avoir une pensée claire sur la situation extrêmement complexe que nous devons affronter, on peut néanmoins tenter de réveiller en nous l'oiseau de Minerve avant le crépuscule et d'agir avant qu'il ne soit trop tard.

Un premier écueil est toujours dénoncé : la chute dans l'irrationnel. On prendra garde en toute chose à bien considérer la réalité. Il n'y a certes rien d'inéluctable ; mais il faut savoir le prix à payer pour chaque degré de liberté que l'on désire conquérir ou reconquérir.

Un second écueil est également difficile à éviter, et nombre de ceux qui fustigent les groupes "irrationnels" ne l'ont pas évité : c'est l'écueil du déraisonnable** .

Il est déraisonnable de se lancer dans des innovations en s'en masquant les risques ; de trop compter sur l'avenir pour résoudre les incapacités techniques de l'heure et d'engager massivement le futur sur des bases trop fragiles.

Il est déraisonnable de se lancer sur l'océan du risque majeur et ses furies dans des esquifs à l'évidence trop frêles ; à la première vraie tempête, nous serons submergés. On ne peut laisser en l'état - avec leur statut politique notamment - les divers organismes chargés de sécurité ; ils entretiennent, avec des moyens chichement comptés parfois, des canots de sauvetage d'un autre âge, alors qu'ils devraient être à la passerelle pour choisir, avec d'autres, routes et vitesses, et apposer leur veto en cas de choix contraire à la raison. Ils sont loin. aujourd'hui, d'être des pilotes : ils sont plutôt reçus comme des gêneurs à satisfaire au moindre coût.

Il est déraisonnable de toujours sourire après les accidents - immédiatement qualifiés d' « incidents » -, en clamant qu'il y a eu *plus de peur que de mal* et pollution des seuls esprits. Notre examen ne l'a que trop bien montré : la catastrophe prévient le plus souvent. La défaite, la déroute, l'effondrement des beaux-parleurs d'hier, l'héroïsme de quelques-uns, auraient pu être évités. et fréquemment sans grande difficulté.

** Une action est conforme à la raison lorsqu'elle connaît ses conditions préalables, lorsqu'elle prévoit ses propres conséquences et lorsqu'elle est consciente des motivations qui ont dicté ses objectifs. (G. Picht : *Réflexions au bord du gouffre*, R. Laffont Ed., Paris 1969, p. 119).

Il est déraisonnable donc de poursuivre notre développement avec cette candeur souveraine et hautaine que l'on connaît parfois. Que L'on s'interroge un instant à l'instar de cet expert britannique qui nous proposait comme thème d'un prochain colloque: *Quelle politique industrielle après le premier holocauste civil ?* Ceci, non pour succomber à la peur mais pour bien mesurer les enjeux: l'éventualité de défaites bien "étranges" elles-aussi, tant est grande la vaine assurance d'aujourd'hui; l'éventualité d'effondrement des organisations responsables "après" ; la possibilité de voir le citoyen. affolé et abandonné (les sophistes d'hier se recroquevillant dans la culpabilité et l'impuissance), à la recherche de quelque Iman ou Führer.

Contrer ces tendances doit être une toute première entreprise. Nous ne donnerons pas ici de recettes ; nous n'alignerons pas de recommandations. Seule une perspective doit être affirmée : resituer convenablement Politique, Risque et Processus de Développement, chacun des termes devant être réexaminé en lui-même et dans ses rapports avec les deux autres, et ceci à la mesure de l'enjeu. Redéfinir cela suppose un premier acte de volonté.

Quelles sont les conditions collectives d'un tel acte de volonté ? Cela suppose, au minimum, une prise de conscience générale. Une prise de conscience libre et responsable, ouverte au doute qui fonde la pensée et l'intelligence.

La difficulté tient à ce qu'une collectivité - une civilisation touchée dans ses fondements ? - peut refuser de connaître les menaces qui la guette. *When ignorance is bliss it is folly to be wise**... Et l'ignorance entretient la déraison.

Certes, il ne s'agit pas de croire au miracle dans l'ordre du collectif. Là encore, il reste à user sans restriction de la force de la raison.

Des avancées sont possibles. Le premier pas est de donner de l'information en suscitant dans le même temps la responsabilité du citoyen. L'information ne sera donc en rien la dernière annexe d'une décision - emballage en trompe-l'œil pour quelque cadeau non négociable ; l'information sera l'un des premiers éléments d'une implication réelle du citoyen.

Nous sommes très loin de constater cet effort politique pour former des citoyens libres, volontaires et responsables.

Pour l'instant, tout au moins, faut-il faire émerger un peu de conscience pour faire surgir un peu de volonté - au niveau des responsables comme à celui du citoyen.

C'était là l'ambition de notre contribution. Apporter une ébauche de connaissance pour une ébauche de vouloir.

* Thomas Gray (1716-1771)

3. La survie du politique

Une toute dernière observation doit venir ; elle rappellera le caractère massif et aberrant du risque technologique majeur - défi colossal qui trouve son origine non pas dans la Nature mais dans nos décisions et qui provoque, de ce fait, une interpellation directe et brutale du politique.

On ne peut se le cacher : lorsque l'on franchit la "limite" (ligne de crête sur laquelle s'est situé tout notre travail) - et ce serait le cas si une catastrophe de très grande échelle se produisait -, on s'aperçoit véritablement de l'ampleur du défi. Le risque majeur subvertit tout savoir et tout pouvoir. Il subvertit par là le politique. Devant l'événement, le politique *débarque*, avec cet étonnement hagard du responsable paralysé devant la déroute « *imprévisible* ». Dans la débâcle, le politique s'apercevrait qu'il n'a maîtrisé le risque majeur que sur un malentendu : en posant que ce risque n'était ni majeur ni réel.

Le risque majeur est pourtant réalité aujourd'hui. Il a été engagé. Comment vivre avec son ombre ? Qu'exiger du politique ?

On ne peut plus lui demander d'écarter radicalement la menace. Des irréversibilités ont été engagées. La probabilité nulle n'existe pas.

Toute l'énergie peut être dissipée dans la négation de la fêlure ; dans la mise à l'écart de la question, intellectuellement non maîtrisable. Car le risque majeur se pose à la limite du politique comme une altérité. Une altérité que seule l'expérience - terrible comme la mort et ici la mort collective - permettrait de connaître.

Dira-t-on, comme pour la défaite dans l'ordre militaire, que ce sont là des questions *interdites* parce que sans réponses et trop graves ?

A la limite de ce que nous pouvons penser, il y a d'abord - c'est notre thèse - le sérieux de notre liberté.

Une liberté qui commande la responsabilité : celle qui exige, au moins, des actions immédiates pour des répliques vigoureuses face au défi, des réflexions fondamentales sur notre développement et ses moyens, des dynamiques nouvelles dans notre approche et notre usage du savoir et du pouvoir.

A l'ère du risque majeur, la survie du politique est à ce prix.